



La recherche de solution à la crise sanglante qui sévit dans les régions du NOSO impose aux hommes politiques de ce pays une réflexion profonde et sans complaisance sur les voies et moyens pour en limiter les dégâts en pertes de vies humaines et sur le plan économique. Mes réflexions sont puisées de l'expérience et des leçons à tirer des conflits asymétriques passés dans d'autres pays.

La première est relative à la stratégie des belligérants dans ces conflits. Dans la terminologie des polémologues, les conflits asymétriques sont des conflits qui opposent le « fort » (FDS du gouvernement, forces conventionnelles) au « faible » (forces insurgées) le plus souvent dotées d'équipements et d'armes sommaires, leur force résidant essentiellement dans la conviction chevillée au corps qu'elles mènent une « guerre juste » et ayant la capacité à se fondre au sein de la population auprès de laquelle elles trouvent le plus souvent un appui multiforme.

Dans ces conflits, il n'y a pas de ligne de front, comme dans les guerres conventionnelles. L'essentiel des affrontements se fait à travers des embuscades et des opérations « coups de main » comme on l'observe ces temps derniers. La deuxième réflexion est que les conflits asymétriques sont des « guerres psychologiques ». En effet, étant donné que ces conflits opposent le « fort » au « faible », chaque jour qui s'écoule est considéré par le « faible » comme une victoire pour la cause qu'il défend, parce qu'il est parvenu à survivre à la puissance de feu des forces conventionnelles, ce qui l'encourage à poursuivre le combat, alors

que pour le « fort », les jours qui passent sapent le moral des troupes face à cet ennemi insaisissable, qui se fond dans la population après chaque embuscade. Bien plus, comme on l'a vu aux États-Unis pendant la guerre du Vietnam, les familles des soldats, le plus souvent des « citoyens ordinaires », se révoltent de voir leurs enfants mourir au front, pendant que les enfants de « l'establishment » continuent leurs études...une humeur qui pourrait se manifester au Cameroun.

Ces deux réflexions peuvent, d'une part offrir une clé de lecture sur ce qui explique la résistance des « Ambazoniens » face aux FDS, forces conventionnelles, depuis bientôt cinq ans, et d'autre part prévenir un éventuel retournement de l'opinion contre les pouvoirs publics si les soldats, dont la plupart sont encore des jeunes gens, continuent à perdre leur vie au front, laissant leurs familles dans le désarroi, eux aux yeux desquelles ils représentaient une marque d'ascension sociale.

Je me permets de tirer par ailleurs enseignement de l'expérience d'un autre conflit asymétrique bien connu, en Colombie. Si les FARC ont été en mesure de lutter contre le gouvernement colombien pendant 50 ans, c'était grâce au soutien des populations. Ce conflit n'a connu son épilogue que quand les populations se sont enfin ralliées, après d'âpres négociations des leaders politiques des insurgés avec le gouvernement colombien.

À partir de ce constat, on peut se poser cette question : comment ramener entre les mains des populations du Nord-ouest et du Sud-ouest la revendication pacifique portant sur la violation de l'accord de Fouban dont se sont appropriée les amazoniens et qui est leur thème mobilisateur ? Du point de vue de la stratégie politique de sortie de cette crise, la réponse à construire en guise de réponse à cette question pourrait être une piste parmi tant d'autres pour mettre fin à ce conflit, une réponse qui ira bien au-delà et d'un accroissement de la militarisation et de la seule neutralisation d'un chef de guerre ambaboy.

Plutôt, une telle réponse devra mettre sur la table de manière plus prégnante la nécessité d'un dialogue cathartique, inclusif, élargi, mené par une équipe comprenant des figures anglophones neutres ne pouvant pas être accusées d'être des "pompiers incendiaires" comme sont qualifiées certaines figures gouvernementales. Cette équipe devra être animée d'un esprit ouvert comme celui qui avait prévalu dans l'équipe mise en place à la Tripartite avec le Premier Ministre Hayatou et dont votre humble serviteur faisait partie.

Le Grand dialogue national a été un échec avéré pour n'avoir pas bénéficié d'une pareille volonté inclusive, par manque d'expérience mais surtout, par calcul politique de ceux qui le conduisait de présenter au peuple et au Président de la République un "package deal" tronqué puisqu'il n'avait pas associé aux travaux les véritables acteurs d'en face, partis politiques et société civile. À l'époque j'avais manifesté ma désapprobation du format pratiqué en suspendant pendant deux jours ma participation aux travaux. J'annoncerai d'ailleurs que le résultat de cette manière de faire sera celui auquel nous faisons face aujourd'hui à savoir, la poursuite des troubles plutôt leur cessation comme nous y sommes parvenus dès le lendemain de la tripartite.

De l'expérience et de l'exemple de la Colombie cité plus haut, deux solutions seraient indiquées. Sur le plan militaire, plutôt que d'intensifier la militarisation du NOSO, et surtout pour

réprimer la dérive criminelle qui s'accroît sous le prétexte du « struggle », il faudra privilégier un déploiement des forces spéciales formés aux opérations « search and destroy » et constituées de soldats expérimentés de l'armée. Sur le plan politique, il s'agira de préparer et d'engager un large dialogue populaire en autorisant au préalable la tenue de l'ACC3 - All Anglophone Conférence jusque-là contrarié par le gouvernement, assise au terme de laquelle les représentants choisis par les anglophones seront invités à un dialogue avec le gouvernement... C'est au cours de ce véritable Dialogue que doit être posé sur la table le problème de fond exprimé par la grande majorité de nos compatriotes d'expression anglophone à savoir, que soit revisité l'accord de Fouban qui a abouti à la fédéralisation du Cameroun, en excluant en préalable tout remise en cause de l'entité Cameroun.

Le gouvernement croit avoir trouvé dans le mot « décentralisation » brandie comme une amulette païenne la réponse à cette crise. Le prenant au mot, nous soulignons que, selon la volonté politique qui anime ses promoteurs, la décentralisation peut recevoir plusieurs contenus à savoir, la fédération à l'américaine, la régionalisation à l'allemande, la confédération à la suisse, et enfin le statut spécial proposé par le gouvernement camerounais qui est en réalité une décentralisation à minima sous une forme qui laisse intactes tous les structures de l'État hyper centralisé actuel où toutes les structures du pays sont dans les mailles d'acier des pouvoirs présidentiels, mère de toutes les dérives dans lesquels le Cameroun lentement s'étouffe et s'étrangle.

Tel qu'il est pensé et mis en œuvre, ce « statut spécial » est une pure mesure cosmétique alors que s'il devait se rapprocher des attentes des anglophones qui souhaitent retrouver un système proche de celui du Southern Cameroons, à la terre des régions on devait avoir des Gouverneurs élus par les Conseillers régionaux, et à la place des Délégués des administrations sectorielles on devait avoir des Commissioners proposés par le Gouverneur et confirmés par le Conseil Régional. En fait, autant que la décentralisation clamée à l'encan sans aucune matérialisation sur le plan du transfert de compétence et des ressources, avec les Préfets qui continuent de valider les délibérations du Conseil Municipal élu, les Gouverneurs nommés qui ont préséance et autorité sur le Président du Conseil Régional, le "statut spécial" est probablement une énième manœuvre de roublardise politique, pratique dans laquelle le régime en place excelle, si on se réfère à ce qu'il a fait des Accords de la Tripartite et de la Plateforme UNDP, en soulignant avec douleur que dans les deux cas, votre humble serviteur aura été négociateur et signataire de ces accords.

Autant doit être condamnée fermement l'option prise par les soi-disant « ambazoniens » de prendre les armes contre les forces de sécurité républicaines, autant il est nécessaire que le gouvernement révise son mix stratégique en engageant un dialogue avec les véritables interlocuteurs comme nous l'avons fait en 1991. Une telle solution ferait l'économie des vies des jeunes camerounais qui ne méritent pas de continuer à s'entre-tuer dans une guerre résultant de mauvaises décisions politiques comme celle prise en 1984 d'instituer la République du Cameroun au lieu de la République Unie, et plus grave, celle de mettre fin en 1972 de manière léonine à la République Fédérale.

La solution de cette crise est donc politique et non militaire comme voudraient le faire croire certains "bellicistes-vampires-stratégistes-politistes" qui s'enivrent du sang versé de jeunes Camerounais de quels que bords qu'ils soient. Notre pays ne peut se permettre un conflit qui

durera des décennies comme en Colombie, en Centrafrique ou au Sénégal. C'est la raison pour laquelle une très grande majorité de concitoyens souhaite que ces tueries dans le NOSO prennent fin. Le Gouvernement a entre les mains les initiatives politiques pour y arriver. Que Dieu protège le Cameroun.

**Celestin Bedzigui**

---